

Certaines particularités de l'exploitation forfaitaire s'appliquent depuis quelques années à la production et la mise en vente d'autres produits agricoles, par exemple, les porcs, les dindons et les œufs.

Besoins alimentaires du Canada et problèmes agricoles.—L'économie nationale de même que la population du pays ont réalisé des progrès remarquables au cours de ces derniers temps. Le produit national brut est passé de \$16,300,000,000 en 1949 à environ \$34,500,000,000 en 1959, et la population de 13,500,000 à 17,650,000 âmes au cours des mêmes années. L'application de techniques nouvelles et améliorées par les agriculteurs leur a permis de produire en quantités suffisantes pour répondre aux besoins alimentaires qui se multiplient et changent sans cesse à travers le pays. Grâce à un meilleur pouvoir d'achat, le peuple canadien se donne un régime alimentaire plus substantiel, ainsi la consommation par personne des denrées à prix plus élevé, fruits et légumes, viande, œufs et lait, s'est accrue depuis dix ans.

Alors que le coût de la mise en marché depuis le producteur jusqu'au consommateur a augmenté de 84 p. 100 de 1949 à 1958 et que parallèlement le prix des aliments a enregistré une hausse considérable, les revenus non agricoles sont montés à un rythme plus rapide encore. Ces revenus ont plus que triplé depuis vingt ans. En 1958, les Canadiens ont dépensé en moyenne seulement 22.8 p. 100 de leurs revenus en aliments comparativement à 24.4 p. 100 en 1949. En 1958, le revenu hebdomadaire dont disposaient les ouvriers des industries manufacturières achetait 4.1 paniers d'aliments mais ce même revenu n'achetait que 2.6 paniers d'aliments durant les années qui ont immédiatement précédé la guerre (1935-1939). En 1958 ils pouvaient donc acheter 58 p. 100 plus d'aliments. Par suite de la hausse des frais de commercialisation de vingt denrées typiques, les agriculteurs canadiens reçoivent à l'heure actuelle seulement 44c. de chaque dollar que le consommateur canadien débourse pour son alimentation; en 1951, la part de l'agriculteur était de 58 cents.

Malgré les progrès remarquables réalisés dans le domaine de la production des denrées agricoles, on compte encore bon nombre d'agriculteurs dont l'exploitation est petite et les revenus faibles. Environ 40 p. 100 des fermes produisent 80 p. 100 de la valeur globale des produits agricoles. Les problèmes qu'envisagent les agriculteurs à faibles revenus retiennent beaucoup l'attention des gouvernements et autres groupements. L'exploitation à temps partiel où l'exploitant retire la majeure partie de son revenu d'un emploi non agricole gagne rapidement de l'importance. Un nombre sans cesse croissant de familles quittent la ville pour aller demeurer dans les campagnes; les bonnes routes permettent au chef de famille de parcourir de grandes distances pour se rendre à son travail dans la ville; ainsi, dans certaines régions rurales, le nombre de personnes qui ne pratiquent pas l'agriculture dépasse celui des agriculteurs.

En plus de subvenir aux besoins alimentaires d'une population grandissante, les agriculteurs du Canada produisent les denrées destinées à un marché d'exportation de plus en plus important et, malgré une demande favorable, les prix des produits agricoles ne suivent pas la même courbe ascendante, surtout parce que le rendement des fermes croît à un rythme plus rapide que celui de la demande au pays et à l'étranger.

L'évolution technique de l'agriculture a été la cause principale de la production excédentaire de denrées agricoles au delà des besoins des marchés du Canada et de l'étranger. Les prix de soutien du gouvernement ont, dans une certaine mesure, contribué à l'accumulation d'excédents de certains produits agricoles. Cet état de choses a tendance à faire baisser les prix du marché pour ces denrées.

Dans l'ensemble, les prix agricoles sont à la baisse depuis 1951, alors que les prix des produits non agricoles sont à la hausse, de même que les revenus des consommateurs et les placements commerciaux. Les prix des marchandises et services dont les agriculteurs ont besoin sont montés tandis que les prix agricoles sont restés au même niveau. Les agriculteurs se trouvent donc pris dans l'"étau coût-prix", soit cette discordance entre le